



Ex-Press



**1.11.14 :  
Rassemblement contre ECOPOP  
Berne place fédérale**

## Forfaits fiscaux : mettre fin aux privilèges

Être riche et habiter en Suisse au minimum 6 mois par année sont les deux critères qui donnent droit à un forfait fiscal. Plusieurs cantons ont déjà aboli ce privilège indu et réservé à quelques rares élus. La Suisse se prononcera le 30 novembre. Eclairage avec Christian Levrat.

Page 5

### ECOPOP



Les fausses bonnes idées se poursuivent en matière d'initiatives populaires: malthusianisme et retour aux solutions colonialistes, sur fond de xénophobie. Tout un programme.

Page 4

### ETTAKATOL



Découvrez le stage de cinq jeunes Tunisiens à travers les institutions suisses et cantonales. Un stage de découverte en vue des premières élections libres en Tunisie.

Page 6 et 7

### LIBAN



Ada Marra nous livre ses sentiments et impressions suite à un voyage en terres libanaises, analysant la situation tant humaine que politique et religieuse du pays des cèdres.

Page 9

## Alarme austérité JS Suisse

Le 24 juin 2014, la JS Suisse a présenté sa campagne contre la politique d'austérité dans les communes et les cantons. La raison principale de cette campagne est la suivante: les réductions et les cadeaux fiscaux attribués aux entreprises et aux personnes fortunées entraînent une baisse des recettes budgétaires. En conséquence, de plus en plus de coupes budgétaires se font au détriment des services publics tels que la formation, la santé ou les services sociaux. Selon la JS Suisse, les problèmes financiers des cantons ne résultent donc pas d'un problème lié aux dépenses, mais d'un problème avec les recettes.

Pour combattre cette injustice, la JS Suisse a décidé de sensibiliser la population d'une manière originale et satirique sur la plateforme [alarme-austerite.ch](http://alarme-austerite.ch). Chaque mois, vous pouvez élire le gagnant du « Prix d'Austérité ». Le but de ces élections est de dénoncer les mesures d'économie les plus socialement irresponsables. Le premier prix a été décerné au Grand Conseil bernois, qui a imposé des coupes budgétaires de près de 500 millions de francs alors que parallèlement, les députés se sont octroyés une hausse de salaire. Mise à part ces élections ironiques, la plateforme présente également une vue d'ensemble intéressante sur les différentes politiques budgétaires de chaque

canton. Les coupes budgétaires cantonales et leurs conséquences sur les services publics y sont présentées et commentées. A noter que les actions mentionnées ci-dessus s'insèrent dans la première phase de la campagne menée

par la JS Suisse. Durant la deuxième phase, des actions plus spécifiques seront aussi menées à l'encontre des coupes budgétaires qui seront proposées dans les différents budgets cantonaux pour 2015.



Le prix d'austérité est décerné chaque mois suite aux votes des internautes.

## Ce soir à 20 heures les fascistes...

Que s'est-il passé, le 18 septembre 1934, au théâtre de La Chaux-de-Fonds? Ce soir-là,

l'Ordre national neuchâtelois (ONN), une organisation d'extrême droite, veut convaincre les ouvriers, dont beaucoup sont au chômage, de boycotter les grands magasins parce qu'ils font une concurrence déloyale aux petits commerces et qu'ils appartiennent à des juifs. L'ONN compte aussi expliquer aux Montagnons qu'il faut en finir avec la démocratie, pour instaurer dans le canton un «gouvernement fort et responsable» et un régime corporatiste.

Accueillis fraîchement par les antifascistes, les orateurs de l'ONN refusent d'accorder la parole à leurs contradicteurs, ce qui déclenche un énorme chahut. Après avoir évacué la salle, les adversaires se retrouvent à la place de la gare où certains en viennent aux mains.

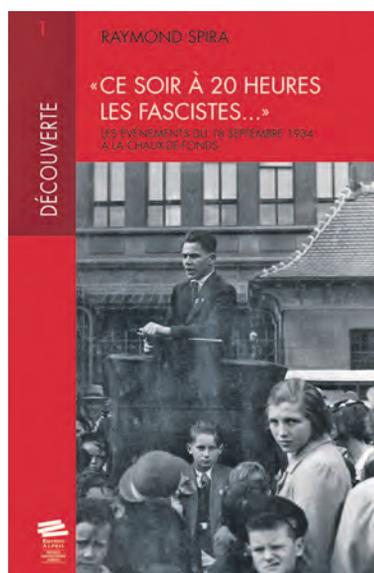
Ces événements donnèrent lieu à un débat animé dans la presse ainsi qu'au Conseil général. Ils trouvèrent leur épilogue en janvier 1935 devant le Tribunal de police qui entendit une centaine de témoins et jugea quinze prévenus.

Tout au long de ce récit, fondé sur des documents de première main et la presse de l'époque, défilent des personnages dont les noms sont restés familiers aux Neuchâtelois et rappellent un passé encore proche.

Né en 1937 à La Chaux-de-Fonds, **Raymond Spira** a été conseiller général, député au Grand Conseil et juge fédéral. Il a publié une chronique de la Nouvelle Gauche Socialiste dans la *Nouvelle Revue Neuchâteloise* (n°97/2008) et coordonné la ré-



daction de l'ouvrage *La Chaux-de-Fonds 1912-2012. Histoires d'une ville de gauche*, paru aux Éditions Alphil en 2012.





Action du Groupe socialiste aux Chambres fédérale en faveur de l'apprentissage des langues.

## « Ich bin auch eine Romande! »

En tant que Bernoise, je ne tombe pas, par réflexe, en extase devant les idées zurichoises. Mais les exceptions confirment les règles et cette idée zurichoise resta ancrée dans ma mémoire. La VBZ, l'entreprise de transports publics de la ville de Zurich, a lancé il y a quelques années une campagne publicitaire absolument géniale. Pour illustrer le fait qu'un titre de transport unique permette de voyager à la fois en tram, en bateau, mais aussi en métro, le slogan suivant a vu le jour: *Ich bin auch ein...* C'est ainsi qu'ont circulé les trams à travers le centre-ville avec l'inscription « je suis aussi un bateau » et que les métros ont été frappés du slogan « je suis aussi un tram ».

Vous vous demandez évidemment pourquoi je vous raconte cela? Après que le français a été exclu de l'école primaire comme langue nationale sur une initiative de l'UDC dans le canton de Thurgovie, une camarade zurichoise m'a contacté et écrit: « *Ich bin auch eine Romande!* ». C'est le cœur de l'histoire. Nous sommes toutes et tous différents et pourtant, nous sentons notre appartenance l'un à l'autre. Nous vivons dans différentes régions linguistiques, dans des zones rurales ou urbaines, dans des bastions de l'UDC ou dans des communes socialistes. Et il ne peut pas être possible que le seul élément qui nous unit soit la fièvre partagée pour notre équipe

nationale de football. Pour que ce ciment commun ne se résume pas au football, il faut une langue. C'est seulement lorsque nous nous comprenons, que nous pouvons rire ensemble à une plaisanterie ou débattre pour savoir qui de la fondue et des röstis se verra décerner le prix du meilleur plat, que nous pouvons alors parler de cohésion et de compréhension culturelle. Le plurilinguisme n'est pas un acquis à durée indéterminée; c'est un devoir politique permanent qui va au-delà des belles plâtitudes des festivités du 1<sup>er</sup> août. Pour cette raison, je suis fière d'appartenir à un parti qui maintient les valeurs culturelles et sociales et qui ne courbe pas l'échine devant les pressions de l'économie. Le PS fera tout son possible pour que l'apprentissage d'une deuxième langue nationale soit également maintenu dans les cantons alémaniques, notamment au travers d'une modification de la loi sur les langues. Car ma fille de 6 ans doit être en mesure de dire un jour, avec fierté: « *Ich bin auch eine Romande!* »

Flavia Wasserfallen  
co-secrétaire générale



## « L'homosexualité est un comportement déviant »

Ce n'est évidemment pas vrai, mais la Suisse donne le droit de le penser, de le dire et de



le propager. Ainsi, lorsque le député multirécidiviste valaisan, Grégory Logean, s'exprime sur la question, il peut franchir toutes les barrières du respect, du correct ou encore de la décence.

Lorsque le conseiller national UDC zurichois, Toni Bortoluzzi explique que les homosexuels « ont un lobe cérébral qui fonctionne à l'envers », et bien rien ne l'en empêche.

Le parlement fédéral affiche donc une tolérance particulièrement large à des propos qui fleurent bon l'aveuglement idéologique ou le fanatisme religieux. La Suisse est pourtant pointée du doigt pour son laisser-faire en matière de lutte contre l'homophobie. A l'heure où de nombreuses études démontrent les difficultés rencontrées par les jeunes LGBT et des taux de suicide alarmants – quatre fois supérieurs aux jeunes hétéros – le Conseil des Etats tergiverse sur la nécessité ou non de légiférer.

Le constat est pourtant sans appel: le Tribunal fédéral admet que des incitations à la haine ou à la discrimination d'ordre général ne peuvent simplement pas être poursuivies. Alors que le député Logean se rassure, il pourra continuer à parler de « tumeur » qui nécessite un traitement par « chimiothérapie » et que le conseiller municipal Denis Menoud – ex-MCG – se réjouisse, il est dans son plein droit lorsqu'il confond, sans donner l'air d'y toucher, pédophilie et homosexualité...

Les attaques contre des groupes, fondées sur leur origine, leur couleur de peau, leur handicap, leur religion ou leur orientation sexuelle, ne sont tout simplement pas dignes d'une démocratie comme la Suisse. A défaut de pouvoir punir l'ignorance et l'imbécillité, punissons au minimum l'homophobie qui en découle.

Gaël Bourgeois

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info  
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,  
Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch

Rédaction Gaël Bourgeois et Yves Chatton

Production Atelier Bläuer, Berne

# ECOPOP: nouvelle limitation de l'immigration en ligne de mire

Le 28 novembre prochain, le peuple votera sur la septième initiative xénophobe depuis le début des années 2000 : ECOPOP. Le postulat premier de ce texte est d'ordre écologique : s'il y a aujourd'hui une surconsommation des ressources écologiques et urbanistiques, si le territoire devient plus exigu et se densifie de manière excessive, si le paysage se mite et si les déchets augmentent, ce serait à cause de l'augmentation démographique. Afin de préserver l'environnement, il faudrait donc limiter la population et surtout, l'immigration en tant que principale source de cette croissance. L'initiative axe ainsi son programme de plafonnement démographique sur une limitation de l'immigration.

Ainsi, 0.2% devra être la part admise de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse (attribuable au solde migratoire, c'est-à-dire à l'immigration arrivante). Le second axe de l'initiative prévoit une intensification de la planification familiale volontaire dans les pays du Sud, afin de réduire le nombre de naissances. Cette dernière mesure devrait servir, par voie de conséquence, à atténuer par ricochet la pression migratoire sur la Suisse et à stabiliser la population dans le pays. 10% des moyens consacrés à la coopération internationale au développement devraient être obligatoirement investis dans le financement de mesures d'encouragement au planning familial volontaire.

## Suicidaire pour nos emplois

Si elle était appliquée, ECOPOP aurait pour effet de réduire de près de moitié la croissance actuelle de la population étrangère. Le texte implique l'introduction de contingents pour toutes les catégories d'autorisations de séjour de plus d'un an et une dénonciation de l'accord sur la libre circulation ainsi que – très probablement – de ceux de Schengen et de Dublin. Cette réduction de l'im-

migration arrivante aurait des conséquences dévastatrices sur les besoins de l'économie et sur nos emplois, puisque les possibilités de recrutement des travailleurs à l'étranger par les entreprises suisses seraient ainsi fortement réduites. La décroissance économique induirait des diminutions drastiques des recettes pour

**« Il est essentiel de ne pas considérer cette votation comme acquise. »**

les assurances sociales et pour le fisc. Sans compter la mise en place d'une multiplication de démarches administratives et de bureaucratie avec les contingents.

## Xénophobe et néo-malthusienne

Sur le plan de l'aide au développement, l'initiative induirait une profonde remise en cause de la politique de la Direction du développement et de la coopération (DDC) qui soutient les pays du Sud en fonction de leurs priorités et de leurs demandes. Il a été démontré que les facteurs susceptibles de stabiliser la croissance

démographique au Sud se caractérisent surtout par une lutte efficace d'ensemble contre la pauvreté, par l'égalité entre les sexes, la formation et l'habilitation des filles et des femmes (notamment l'accès aux moyens de production et aux biens). Sans oublier qu'ECOPOP ne tient pas compte de la transition démographique. Aujourd'hui, c'est bien la crainte du dépeuplement et du vieillissement de la population qui inquiète et non l'explosion démographique.

## Quand les amis de Gaïa deviennent les ennemis de l'humanité

Il faut ajouter que la détérioration de l'environnement n'est pas causée par l'augmentation de la population, mais bien par la surconsommation des ressources de la part des pays développés, la suburbanisation et la surconsommation d'espace (étalement urbain, mitage du paysage, hausse des surfaces de logement par personne, mise en œuvre laxiste de la loi sur l'aménagement du territoire). La croissance démographique n'a jamais nuit par principe à l'environnement. Les migrations constituent d'ailleurs un facteur clé du développement humain que nous devons accompagner, non seulement par des instruments de gouvernance qui doivent être développés (mesures d'accompagnement, aménagement du territoire, politique du logement, mesures relatives aux infrastructures, etc.), mais aussi par une défense stricte des droits fondamentaux des migrant-e-s. En ce sens, ECOPOP contient une atteinte profondément choquante aux droits de ces derniers en opposant les droits de la nature à ceux de l'être humain (protection de la vie privée et familiale, droit au mariage et liberté de procréer).

Après l'échec du 9 février dernier, il est essentiel de ne pas considérer cette votation comme acquise et de nous mobiliser pour la faire échouer.



Reuters

Après la votation du 9 février, la Suisse est à nouveau menacée par une initiative isolationniste.

Cesla Amarelle  
conseillère nationale (VD)



# Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires étrangers

**Cette initiative lancée par le PS Suisse, La Gauche, l'Union syndicale suisse (USS) et Unia vise à abolir dans tout le pays les privilèges fiscaux anachroniques accordés à des millionnaires étrangers résidant en Suisse. Actuellement, plus de 5000 riches visiteurs sont imposés au forfait dans notre pays et cela, sous la seule condition qu'ils n'exercent « aucune activité lucrative » dans notre pays et qu'ils y résident au moins six mois par an. Autrement dit, ces multimillionnaires ne sont pas imposés sur leurs revenus et leur fortune effectifs, comme tout un chacun, mais le sont sur la base d'un montant forfaitaire lié à la valeur locative de leur logement !**

Ainsi, un nombre croissant de chômeurs et de retraités fictifs, tels que Viktor Vekselberg ou Ingvar Kamprad continuent de gérer leurs entreprises depuis la Suisse, tout en marchandant leur participation fiscale avec les autorités locales. Ces gens paient beaucoup moins d'impôts que ce qu'ils devraient, alors que les travailleuses et contribuables suisses sont imposés jusqu'au dernier centime. Ces pratiques violent ainsi l'égalité devant la loi et sape l'équité fiscale. Les règles du jeu doivent être les mêmes pour tout le monde et chacun devrait payer des impôts selon sa capacité économique. Cette initiative a pour but d'établir un système d'imposition plus juste et plus solidaire.

Les forfaits fiscaux bafouent l'article constitutionnel prévoyant l'égalité de traitement des contribuables proportionnellement à leur capacité financière. Il ne s'agit donc rien de plus qu'un hold-up légalisé sur les recettes publiques. Plusieurs cantons (ZH, SH, AR, BS, BL) ont déjà montré l'exemple en se débarrassant de l'impôt forfaitaire et il est aujourd'hui important d'élargir cette abolition au niveau national, afin de réduire la concurrence fiscale malsaine qui fait toujours rage entre les cantons.

Comme à l'accoutumée, les opposants à l'initiative joueront sur la peur et présenteront un scénario apocalyptique sur les « conséquences financières désastreuses » d'un tel projet.

Mais cette fois-ci, l'exemple concret et bien réel du canton de Zurich contredira ces funestes prédictions. En effet, suite à l'abolition de l'impôt forfaitaire, la moitié des bénéficiaires de cette pratique a quitté le canton; mais ce qu'il faut relever, c'est que l'autre moitié, celle qui est restée, a plus que compensé les pertes



Caricature du « tiers état » (l'immense majorité des français) supportant le poids des privilèges de la noblesse et du clergé.

fiscales occasionnées par les départs. Par le fait que ces millionnaires aient payé des impôts

**« Ces pratiques violent ainsi l'égalité devant la loi et sape l'équité fiscale. »**

« normaux », l'administration fiscale a finalement encaissé plus d'argent qu'à l'époque des forfaits fiscaux. Il est également important de noter que 70 % de ceux qui ont quitté Zurich se

sont juste déplacés de quelques kilomètres, dans un canton voisin.

Les opposant-e-s à l'initiative avanceront alors que ces riches étrangers oisifs quitteront notre pays. Mais ils oublient que la Suisse offre beaucoup d'autres avantages; outre la qualité de vie qui compte parmi les plus élevées au monde, sa stabilité politique et économique n'est pas à négliger. De nombreux multimillionnaires resteront et accepteront d'être imposés normalement, ce qui se traduira donc par des rentrées fiscales supplémentaires. De plus, en abolissant ces privilèges fiscaux, la Suisse lancerait un message fort aux autres pays en faisant un premier pas vers contre la suppression d'une concurrence fiscale entre Etats, conduit inexorablement à la diminution des ressources publiques et dont les principales victimes sont les citoyen-ne-s, qui paient pourtant honnêtement leurs impôts.

L'abolition des forfaits fiscaux est donc avant tout une initiative en faveur de la solidarité et l'égalité entre citoyen-ne-s. Elle n'est d'ailleurs pas juste un combat des partis de gauche, car en Suisse alémanique, l'opposition aux forfaits fiscaux trouve également des partisans au sein d'une partie de la droite et il faudra ainsi s'attendre à des débats très disputés ces prochaines semaines.

L'époque des privilèges accordés à la noblesse ou au clergé est maintenant révolue, et le principe d'égalité doit primer sur ces pratiques aussi anachroniques qu'injustes.

Christian Levrat  
président du PS Suisse





**LUNDI: Valais**  
Dans la salle du Grand Conseil valaisan, en présence du président du Grand Conseil et du ministre des Finances.



**MARDI: Berne**  
Sur la place fédérale, en présence de deux conseillères nationales.



**MERECREDI: Fribourg**  
Vue sur la vieille ville, après une rencontre avec Radio Fribourg.

## L'internationale socialiste en marche

Suite au printemps arabe qu'a connu la Tunisie, une Constituante a été chargée de créer de nouvelles institutions démocratiques. Les partis socialistes européens ont alors mis sur pied un programme visant à aider le parti « ETTAKATOL » à se préparer au mieux pour ces échéances importantes pour une toute jeune démocratie.

Ainsi, différents stages ont été organisés, en Espagne, en France ou encore en Suède, sur des thèmes aussi divers que variés, tels que la communication, le fonctionnement institutionnel, les relations entre partis alliés ou encore avec le monde associatif.

Le Parti socialiste suisse, sous l'impulsion de Mario Carera, membre du Comité directeur, a également accueilli cinq

jeunes Tunisien-ne-s, pour un séjour entre la Berne fédérale et différents cantons romands.

**« L'approche décentralisée du pouvoir au niveau local et régional est particulièrement intéressante. »**

JENHANI MOHAMED

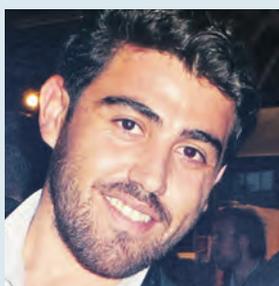
Le programme était certes chargé, mais il a permis à ces jeunes représentant-e-s tunisien-ne-

s de se familiariser avec le monde politique et associatif suisse.

Les PS du Valais romand, de Vaud, de Fribourg et de Genève ont donc organisé un programme incluant dans les Parlements cantonaux que le monde associatif ou institutionnel ou encore différentes ONG. Enfin, des membres de la Jeunesse socialiste et des Femmes socialistes les ont également accueillis à Berne. Certains d'entre eux n'ont d'ailleurs pas hésité à animer une partie des soirées de nos invité-e-s en terre helvétique.



**Mgaïeth Hend** 21 ans  
Hautes études commerciales à Sousse.  
Vice-présidente de la Jeune chambre internationale



**Jenhani Mohamed** 23 ans  
Ecole polytechnique en génie des télécommunications et réseaux.  
Membre du Conseil national des Jeunes socialistes démocrates



**Nidal Jaidi** 24 ans  
Licence appliquée en Communication et Multimédia à l'Institut Supérieur d'Art et de Multimédia.  
Membre du bureau national de l'organisation des Jeunes socialistes démocrates



**Haythem Abdelkafi** 24 ans  
Master professionnel en ingénierie des systèmes informatiques.  
Représentant des jeunes « ETTAKATOL » au bureau Chihya Sfax



**Kahia Insaf** 22 ans  
Formation en élevage de volailles.  
Membre de l'organisation des Jeunes socialistes démocrates



matinée au Grand Conseil et  
urg.



Petite interview avec une radio locale.



Découverte de la Genève internationale sous un soleil de plomb.

## ANALYSE

# Un enjeu méditerranéen et européen

«Dégage!» Le vibrant appel de janvier 2011 du peuple tunisien à l'attention du dictateur Ben Ali est encore dans toutes les mémoires. La Tunisie est engagée depuis dans une transition politique avec, cet automne, les premières élections parlementaires et présidentielles libres.

La marche vers la démocratie n'est pas un long fleuve tranquille, la Tunisie en fait l'expérience de-

tion des pouvoirs, avec un régime mixte. Elle est notamment le fruit de la mobilisation de la très active société civile tunisienne.

L'enjeu économique-social va dominer la campagne: «les jeunes ont le sentiment que pour les libertés, c'est mieux maintenant, mais que pour le travail, c'était mieux avant la révolution» nous a dit l'un des jeunes d'Ettakatol. Le chômage atteint 17%, le tourisme



économie, pourrait diriger la Tunisie de demain et plaire aux investisseurs étrangers.

Outre l'emploi, les enjeux post-électoraux touchent des réformes de fond: la décentralisation, les réformes économique-sociales (notamment les entreprises déficitaires), les infrastructures, le système éducatif.

Pour la présidentielle, Mustapha Ben Jaffar, le leader d'Ettakatol et président de la Constituante, possède de bonnes chances d'être dans le duo final en lice pour le second tour à fin décembre. Opposant de longue date de Ben Ali, ce médecin de 75 ans se rappelle les meetings de l'opposition tunisienne à Paris dans les années nonante: «On n'était pas nombreux, le «modèle tunisien» était loué: une économie dite libérale avec corruption généralisée et des libertés réprimées».

La Tunisie veut maintenant construire son modèle démocratique. Elle est notre voisin. Nos relations économiques, migratoires, touristiques sont étroites. Elle a besoin de notre soutien.

Mario Carera,  
membre du Comité directeur  
du PS Suisse



puis maintenant plus de trois ans: processus fait d'avancées et de reculs, crise économique et chômage, violences politique et terroriste. La Tunisie tient pourtant bon et l'Assemblée Constituante (élue en octobre 2011) a adopté en janvier 2014 une nouvelle Constitution, jugée «modèle» dans le monde arabe. Elle établit les fondements d'une Tunisie moderne, républicaine, civile, promouvant les libertés fondamentales, l'égalité entre hommes et femmes, la liberté de croyance, la sépara-

n'a pas vraiment repris, les investissements étrangers reculent et les exportations stagnent (78% vers l'Europe en panne de croissance). Le défi sécuritaire, autre enjeu, fait l'unanimité: la Tunisie, pays réputé tranquille, refuse toute aventure terroriste. Sur le plan politique, la compétition entre Ennadha, le parti islamiste (41% des voix à la Constituante) et le nouveau parti libéral-conservateur, Nida Tounes, parti «fourre-tout» regroupant beaucoup d'anciens du parti de Ben Ali, va dominer la

campagne. La gauche, tant radicale (le front populaire) que modérée (dont Ettakatol, qui a fait 10% à la Constituante), représente la troisième force (espérons.. pas trop dispersée). Une alliance entre le parti islamiste d'Ennadha et Nida Tounes, tous deux libéraux en



Alors que le peuple s'était clairement exprimé pour une limitation du trafic routier, les Chambres fédérales n'en tiennent simplement pas compte.

## Les Chambres fédérales se moquent du peuple

**Le tunnel du Gothard, en service depuis plus de 30 ans, nécessitera d'ici 2020–2025 une réfection. Le Conseil fédéral, sous prétexte d'améliorer la sécurité et la disponibilité, opte pour la construction d'un nouveau tube. Cette proposition, totalement anticonstitutionnelle et allant à l'encontre de la volonté populaire, met en exergue une importante incohérence politique.**

En 2010, le projet de construction d'un nouveau tube dans le Gothard avait été rejeté par le Conseil fédéral, qu'il estimait être inconstitutionnel et inutile. En juin 2012, le gouvernement fait volte-face et préconise la construction d'un second tube avec une circulation sur une seule voie. Le coût total du projet s'élèverait à quelques 2,788 milliards de francs.

### Un projet anticonstitutionnel

Par deux fois le peuple suisse s'est clairement prononcé en faveur de la protection des Alpes. Conformément à la volonté populaire, l'article 84 alinéa 3 de la Constitution fédérale décrète que «la capacité des routes de transit des régions alpines ne peut être augmentée.» En outre, depuis 1994, le mandat de transférer le trafic de marchandises de la route au rail a également été intégré à la Constitution. Ainsi, une nouvelle ligne ferroviaire passant à travers les Alpes au Gothard, la «NLFA», sera mise en service en 2016. Celle-ci permettra de transférer une partie du trafic de la route au rail et de réduire le temps de trajet d'environ une heure.

Le projet de construction d'un deuxième tube est donc une hypocrisie, tant au niveau des arguments qu'elle met en avant, qu'au sens

de la Constitution. Le Conseil fédéral soutient que la circulation à deux voies n'entrera pas en vigueur. Néanmoins, nous pouvons certainement prévoir qu'une fois le tunnel construit et payé, la politique ne pourra résister aux puissants lobbys des transporteurs européens qui feront pression pour que toutes les voies de circulation soient ouvertes.

### Un projet trop coûteux

La construction d'un second tube coûterait près de 3 milliards de francs de plus qu'un simple assainissement. Ce montant colossal devrait plutôt être investi dans des agglomérations bien plus fréquentées et bien plus engorgées par le trafic, comme la ceinture autoroutière entre Lausanne et Genève. Cet axe est emprunté par près de 100 000 véhicules par jour, contre 17 000 pour le Gothard.

### Une construction néfaste et superflue

Un deuxième tube s'avérerait néfaste et superflu tant du point de vue politique, qu'environnemental. En effet, des solutions performantes existent déjà pour faire face à la fermeture du

tunnel pendant les travaux de réfection. De plus, ce projet mettrait en péril le transfert du trafic des poids lourds, de la route au rail, permettant non seulement de réduire le trafic,

**« Le projet de construction d'un deuxième tube est une hypocrisie. »**

mais également de diminuer des dégâts induits sur le tunnel, Par ailleurs, la sécurité de la circulation en serait améliorée.

Une majorité en faveur de la construction d'un deuxième tunnel ayant été réunie au parlement, le PS Suisse soutiendra le référendum en récoltant les signatures nécessaires avec l'initiative des Alpes et d'autres organisations. Le Peuple suisse aura alors à nouveau le dernier mot !

Valérie Piller Carrard  
conseillère nationale (FR)



# Ce Liban oublié

**J'étais partie pour connaître la réalité des réfugiés syriens au Liban et, si possible, visiter les camps en Jordanie aussi. Je voulais témoigner, raconter, dénoncer. Mais c'est le Liban que j'ai découvert et son incroyable nébuleuse politique. La catin du Moyen Orient. C'est ainsi que je l'ai découverte. Envahie, martyrisée, magnifique, digne, achetée, soumise, trahie, détruite, reconstruite. Comme un terrain de jeu de puissances occultes et moins occultes. Enjeu de la Syrie, d'Israël, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, de l'Amérique et de l'Europe. Comme un terrain de jeu où chacun provoque, fait et défait ses alliances. L'héritage de 60 ans de politique et de guerre. Des centaines de milliers de réfugiés syriens accueillis dans les villes et chez l'habitant pour ne pas rééditer l'aventure des camps de palestiniens défigurant toujours le pays, comme une cicatrice d'un passé et d'un présent non résolu.**

C'est un pays où chaque famille compte ses morts. Qu'elles soient chiites, sunnites, chrétiennes ou druzes. Je demandais naïvement aux habitants: mais comment faites-vous pour tenir ensemble après tout cela? Après ces guerres qui vous opposent les uns aux autres? Comme si le pardon était leur moteur. Ce qui les maintient ensemble, ce n'est pas l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre. C'est le sentiment d'amour pour leur pays. J'ai rencontré des chrétiens, des chiites, des sunnites. Tous me disaient être libanais, mais ils reconnaissaient surtout ce qualificatif aux autres communautés composant le pays. Une gifle pour moi qui vient d'un pays où se tiennent les procès en «suissitude».

Je reste persuadée que la lecture du monde doit se faire par les critères économiques: dominants-dominés ou gauche-droite. Toute ma vie d'étudiante on me l'a dit et répété, et j'y ai cru, j'y crois encore: la guerre de religion n'existe pas et tout n'est qu'une question d'instrumentalisation politique de la religion, comme excuse de pouvoir. Pourtant, pourtant, au Liban j'ai compris que la pensée politique ne découle pas d'un Etat délimité par des frontières, puisque celui-ci y est faible. La pensée politique découle de sensibilités religieuses et de financements étrangers. En cela le Liban est devenu catin. Les Iraniens financent la communauté chiite libanaise, les Saoudiens les sunnites et l'Occident les forces qui servent sa géostratégie.

Les alliances et désamours dans ce pays du Levant se font et défont avec violence. Ainsi, les Palestiniens aidés par le Hezbollah sont sunnites. Or, le Hezbollah est composé de chiites. Les chiites soutiennent Bachar el-Assad qui massacre les sunnites. Et de cette équation découle le fait que réfugiés syriens sunnites doivent supporter les portraits de Bachar el-Assad dans les camps palestiniens ou dans les quartiers chiite de Beyrouth.

Malgré la vie qui continue, qui crie, les peurs sont insidieuses. Ne va pas te baigner à la plage sunnite dit-on aux chrétiens; ne sors pas dans les quartiers chiites dit-on aux sunnites. Non,

ne donnez pas la nationalité libanaise aux palestiniens réfugiés depuis 60 ans, sinon les musulmans seront encore plus nombreux! Et qui va nous aider nous, me disent les chrétiens. Cette question ne peut pas laisser indifférente la chrétienne que je suis. Mais quelles sont les attentes? Un accueil prioritaire en Occident? Mais est-ce à dire que mon frère musulman

**« L'action guerrière sans politique, c'est comme une opération à cœur ouvert sans coutures pour fermer la plaie. »**

persécuté vaut moins que mon frère chrétien? Non bien sûr.

Alors j'envie ces gens qui savent. Moi je n'ai que des doutes. Oui il faut intervenir militairement dans cette région contre cet état islamique autoproclamé. Mais cela doit s'accompagner d'une vision politique commune. Parce que l'action guerrière sans politique, c'est comme une opération à cœur ouvert sans coutures pour fermer la plaie. Le patient mourra d'hémorragie. Union sacrée donc contre l'état islamique autoproclamé et ensuite? On re-

prend toutes et tous nos billes et on continue nos jeux géostratégiques qui oublient simplement de prendre en compte les personnes?

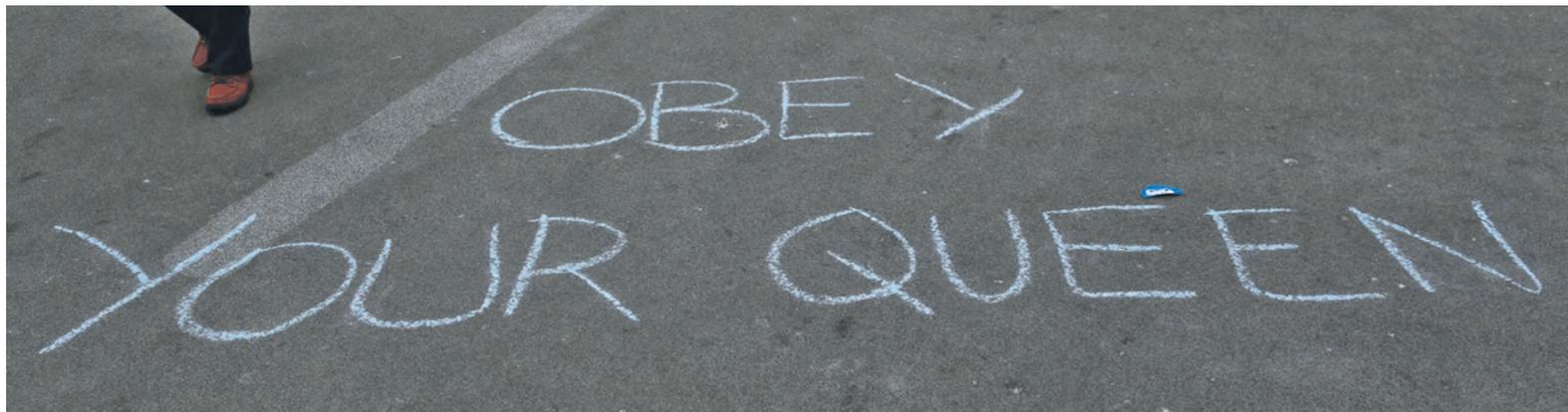
Ce que je sais c'est qu'Etat et religion ne font pas bon ménage. Que pour sortir de ce siècle pseudo religieux, il faudra délimiter le terrain d'intervention de chacun. L'Etat ne doit pas envahir la pratique religieuse et la religion ne doit pas imposer sa vision à un ensemble diversifié. Les puissances religieuses de tous bords ne devraient pas prendre le pas sur l'Etat. Alors je lance le débat: pourquoi pas ne pas s'acheminer vers une interdiction de financement des communautés religieuses locales par de l'argent provenant de l'extérieur? Règle qui prévaudrait aussi bien ici qu'ailleurs.

Mes pensées vont simplement à toutes les Libanaises et Libanais de là-bas et d'ailleurs qui veulent enfin vivre en paix. Ne plus être le territoire d'expérience et de jeux vicieux de puissances quelles qu'elles soient.

Ada Marra  
conseillère nationale (VD)



Une jeune réfugiée syrienne assise au milieu de ruines dans la ville d'Aarsal, suite aux combats opposant l'armée libanaise aux militants islamistes (août 2014).



Un message clair de déception à Glasgow: «obéis à ta reine»

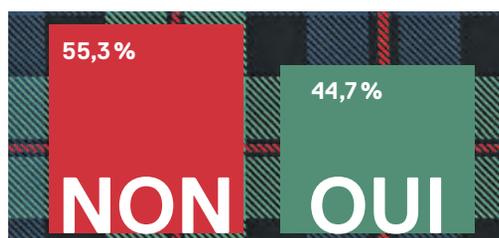
## Non à l'indépendance, mais qui l'emporte ?

**Le 18 septembre dernier, plus de 3,6 millions d'Écossais-es se sont rendus aux urnes pour répondre à la question de savoir si l'Écosse devait devenir un État indépendant. Avec un taux de participation impressionnant de près de 85%, le résultat a été clair : non, à plus de 55%. Si le mot d'ordre loyaliste a été entendu et la démission du Premier ministre nationaliste avalisée, la défaite ne semble pas nécessairement en être une pour le camp indépendantiste.**

Quiconque a suivi les dernières semaines frénétiques de la campagne a pu observer un étrange phénomène: la panique générale s'emparer des unionistes et de Westminster. Et pour cause, dix jours avant le référendum, un sondage officiel de YouGov donnait le camp du «OUI» en tête. Les mauvaises langues n'hésitent pas à dire que David Cameron ne s'est jamais rendu aussi souvent en Écosse que cette semaine-là. Mais surtout, le gouvernement britannique n'a eu d'autre choix que d'entendre les revendications indépendantistes réclamant l'autonomie dans sa forme la plus aboutie. Dès lors, dans un engagement qui s'apparentait à un coup de poker de dernière minute, Londres a promis à Edimbourg une importante décentralisation de pouvoirs.

Seulement, la promesse de Cameron est liée à une réforme constitutionnelle au Royaume-Uni, ce qui rend illusoire sa concrétisation. Voilà pourquoi, Alex Salmond, Premier ministre démissionnaire, n'a pas hésité à parler «d'électeurs escroqués par Londres». Car si une bonne partie du projet indépendantiste était *ipso facto* lié à la volonté de disposer de la totalité des pouvoirs, un autre pan de l'indépendance résidait dans le vœu pieux de mettre en place une structure étatique qui en revienne aux bases de l'État-providence. Le SNP et Salmond ont misé une bonne partie de leur campagne sur le rejet de la politique austère – dans tous les sens du terme – du très conservateur gouvernement britannique. En ce sens, les nationalistes écossais avaient réussi à convaincre une bonne partie de l'électorat travailliste, pourtant traditionnellement unioniste, qui se retrouvait davantage dans le projet social-démocrate de Salmond que dans celui du Labour d'union avec la droite financière.

Le nationalisme écossais, que l'on connaît sous sa forme actuelle, est né des années Thatcher, lors desquelles l'Écosse, comme les villes du nord de l'Angleterre, ont souffert de la désindustrialisation et de l'arrêt de nombreux programmes sociaux. Les Écossais-es n'ont jamais accepté ce fait et encore moins la politique menée par les Torries actuellement. Par exemple, parmi les députés que l'Écosse envoie à Westminster, seul un élu est conservateur. Par ailleurs, le parlement d'Edimbourg est contrôlé



par le SNP, aux idées profondément socialistes, qui y détient la majorité absolue. Politiquement, les Écossais sont donc très à gauche. Évidemment, le fait que les socialistes traditionnels, le Labour, «trahissent» le projet social de Salmond pour s'acoquiner avec les Torries – manœuvre politicienne oblige: sans l'Écosse, le Labour ne peut plus espérer de majorité à Westminster – a fait du mal au camp du oui.

Enfin, autre sujet de division profonde, l'avenir européen. Les Écossais sont profondément europhiles. L'Union européenne bénéficie d'une cote de popularité particulière sur cette terre celte. Évidemment, cela tranche avec la vision de plus en plus eurosceptique qui gagne l'Angleterre. Le gouvernement britannique, qui ne se gêne pas d'évoquer ouvertement une sortie de l'Union, pourrait causer une nouvelle crise politique très grave en Écosse en cas de

mise en place d'un tel plan politique, lequel ne serait jamais accepté, ni même compris, à Edimbourg. Lors des prochaines élections, avec une éventuelle et probable union – et victoire! – des forces conservatrices et des eurosceptiques (l'UKIP de Nigel Farage en tête) une telle tournure des événements n'est absolument pas exclue.

Alors que l'Écosse vient de dire oui à un mariage de raison – renégocié – avec Londres, ce partenariat pourrait donc rapidement être remis en cause: avec des promesses mais rien de concret, ni de garanti, la «devo +» (plus de décentralisation, même si l'expérience montre que rajouter comme suffixe un «+» à un programme ne le renforce pas pour autant) est encore très floue; avec une majorité encore plus à droite, les programmes d'austérité et l'atteinte au modèle social-démocrate écossais continueront; en cas de volonté de sortie de l'Union européenne, le fossé entre l'Angleterre et l'Écosse se creusera encore davantage. Mais les Écossais n'auront plus de moyens de négociation, le référendum d'indépendance étant derrière. Et si Salmond avait raison et que les Écossais s'étaient fait arnaquer? Un nouveau référendum est-il envisageable, comme l'avaient fait les Québécois? Ces questions, passionnantes, trouveront leur réponse ces prochains mois, ou années, au sein de cette terre pas tout à fait libre, qui se repose désormais de son exercice de démocratie.

**Valentin Zuber**  
Chercheur doctorant en sciences sociales  
à l'Université de Neuchâtel



## INITIATIVE POPULAIRE

## « Sauvez l'or de la Suisse »

Rappelons que cette initiative déposée le 20 mars 2003, avec 106 052 signatures, demande que la Banque nationale (BNS) détienne au moins 20% de ses actifs en or et que celui-ci soit stocké en Suisse de façon inaliénable.

Il convient aussi de rappeler en préambule que la parité des monnaies avec l'or a été abandonnée progressivement par les nations à partir de 1971 (sous la présidence de Richard Nixon aux Etats-Unis), abandon confirmé dans le droit international en 1978 dans les conventions du Fonds monétaire international (FMI) et qui est devenu effectif en Suisse à la fin des années 1990,

avec la révision de la Constitution fédérale.

A la demande du Parlement notamment, la Banque nationale suisse (BNS) a vendu de grandes quantités de son or au début des années 2000 et a aujourd'hui la compétence de décider de l'ampleur des réserves monétaires à conserver, ainsi que la part qu'il convient d'en détenir en or dans le but d'assurer une diversification adéquate de ces réserves.

La Banque nationale a pour missions principales de garantir la stabilité des prix en Suisse et d'assurer le développement de notre économie. Ces dernières années ont bien montré toute l'importance de l'action de la BNS pour garantir la stabilité de notre monnaie, en particulier grâce au taux-plancher de 1.20 franc suisse pour un Euro.

Pour remplir ces objectifs, la BNS doit pouvoir bénéficier d'une grande liberté d'action et doit être gérée avec un grand professionnalisme. Afin de mener une politique monétaire efficace visant à protéger l'économie suisse, la Banque nationale doit pouvoir gérer ses placements de façon souple et responsable, tout en intervenant de manière très rapide sur le marché des changes.

Les contraintes qu'imposerait l'acceptation de l'initiative sont tout simplement inconciliables avec ces exigences et les conséquences seraient catastrophiques!

Pour justifier leur position, les initiant-e-s s'appuient sur deux mythes:

■ *«L'or est une valeur sûre et un placement ne présentant pas de risque»*: La réalité d'aujourd'hui montre clairement que l'or compte parmi les placements les plus volatils et donc les plus risqués pour une banque centrale. Il suffit de rappeler les résultats calamiteux de la BNS en 2013, dus essentiellement à l'effondrement du cours de l'or, qui avait alors perdu un tiers de sa valeur en une année!

**« La Banque nationale doit pouvoir gérer ses placements de façon souple et responsable. »**

■ *«Seule la Suisse est un lieu sûr pour stocker des réserves d'or»*: C'est précisément pour des raisons de sécurité et pour diminuer les risques que la BNS, à l'instar d'autres banques centrales, stocke 30% de ses 1040 tonnes d'or à l'étranger (20% à la Banque d'Angleterre et 10% à celle du Canada)!

Pour que la BNS puisse continuer d'agir avec suffisamment d'indépendance et d'efficacité, il faut absolument rejeter cette initiative paralysante et anachronique!

Jacques-André Maire  
conseiller national (NE)



Ex-Press

## AGENDA

**PS Suisse** [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

- 24.10.14, 14h00: Conférence de coordination, Liestal (BL)
- 25.10.14, 10h00: Assemblée des délégué-e-s, Liestal (BL)
- 1.11.14: Rassemblement contre ECOPOP, Berne place fédérale
- 13.2.15, 14h00: Conférence de coordination, Martigny
- 14.2.15: Congrès du PS Suisse à Martigny

**JS Suisse** [www.jss.ch](http://www.jss.ch)

- 18.10.14, 11h30: Assemblée des délégué-e-s, Soleure

- 16.11.14, 13h30: Conférence des sections, Berne

**Fribourg** [www.ps-fr.ch](http://www.ps-fr.ch)

- 6.11.14, 20h00: Assemblée des membres

**Genève** [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

- 2.10.14, 19h00: Assemblée générale du PS genevois

**Jura bernois** [www.psjb.ch](http://www.psjb.ch)

- 28.10.14, 19h30: Congrès du PS Jura bernois, Orvin

**Neuchâtel** [www.psn.ch](http://www.psn.ch)

- 22.11.14, 09h15: Congrès du PS neuchâtelois, La Chaux-de-Fonds

**Valais romand** [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

- 15.11.14, 09h00: Matinée travail et réflexion des élu-e-s communaux, Nax
- 15.11.14, 14h00: Congrès du PS Valais romand, Nax



# PAS DE PRIVILÈGES POUR LES MILLIONNAIRES ÉTRANGERS !

OUI à l'abolition des forfaits fiscaux  
le 30 novembre 2014

Le PS Suisse recherche, pour le début de l'année 2015, un-e :

## **COLLABORATEUR-TRICE CAMPAGNE (50–100%)**

**pour les élections fédérales 2015**

Le Département « Campagne & Communication » gère une grande partie de la communication interne et externe du PS Suisse. Dans le cadre des élections fédérales 2015, celui-ci renforce son équipe de campagne pour la Suisse romande. Les tâches seront principalement liées à la coordination de la campagne et des activités en Suisse romande et, de manière générale, à l'appui et au renfort du responsable romand.

Il s'agit d'un poste à 100 %, à durée déterminée (début 2015 à novembre 2015). Un partage du poste en deux emplois à temps partiel est également envisageable.

Les qualifications suivantes sont attendues :

- Membre ou sympathisant-e du PS et partage de ses valeurs
- Langue maternelle française, très bonnes connaissances en allemand
- Capacité à travailler de manière autonome
- Aisance rédactionnelle, excellente orthographe
- Compétences particulières en communication et très bonnes capacités organisationnelles
- Bonne résistance au stress
- Bonnes connaissances informatiques
- Bonne connaissance du PS en Suisse romande et de la sensibilité francophone

Nous offrons une activité variée et intéressante au sein d'une petite équipe, un climat de travail agréable, de même que de très bonnes conditions d'embauche. Le lieu de travail est à Berne, au secrétariat central du PS Suisse (à côté de la gare).

En cas d'intérêt, merci de nous adresser votre candidature, avec tous les documents usuels, jusqu'au 26 octobre 2014 à [emplois@pssuisse.ch](mailto:emplois@pssuisse.ch) ou par poste à l'adresse PS Suisse, Gaël Bourgeois, Case postale, 3001 Berne.

Pour des renseignements complémentaires, vous pouvez nous joindre par téléphone au 078 685 48 48.

